

Toussaint 1954: le FLN engage la guerre d'indépendance algérienne

À l'occasion des 70 ans de la « Toussaint rouge », nous publions un article de Sylvie Thénault, issu de son ouvrage : « Algérie: Des "événements" à la guerre », aux éditions Le Cavalier Bleu.

Comment la guerre a commencé

« **L**e terrorisme, qui vient de faire à Casablanca de nouvelles victimes, s'est brusquement étendu la nuit dernière à une Algérie qui ne paraissait jusque-là menacée dans l'Est constantinois que par des incursions accidentelles de fellagas tunisiens. » *Le Monde*, 2 novembre 1954.

Dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre 1954, quelques centaines de nationalistes lançaient une série d'attentats en Algérie. Avec des effectifs et des moyens limités, étant surtout implantés en Kabylie et dans les Aurès.

Gouvernement sourd aux avertissements

Au matin de cette « Toussaint rouge », le FLN (Front de libération nationale) apparaissait pour la première fois en diffusant une proclamation ambitieuse au regard de ses forces : son objectif n'était rien moins que l'« *indépendance nationale* ». Il est devenu habituel de parler d'un « *coup de tonnerre dans un ciel serein* ».

Les attentats surprisent d'autant plus qu'à l'époque, en France, c'étaient le Maroc et la Tunisie qui focalisaient l'attention. En comparaison, l'Algérie semblait jouir d'un « *calme exceptionnel* ». Les services de renseignement, pourtant, avaient alerté le gouvernement de Pierre Mendès France. Jean Vaujour, directeur



de la Sûreté, dit avoir acquis avant la Toussaint la conviction que l'Algérie française était en péril et qu'il fallait se préparer à répliquer. En Algérie, dit-il, il avait limité la diffusion de ses informations afin d'éviter un mouvement de panique générale parmi les préfets tenus au courant. En France, le gouvernement serait resté sourd aux avertissements, en raison d'informations contradictoires et de l'éloignement du terrain local. L'idée qu'un mouvement

« séparatiste » puisse surgir rencontrait tout simplement l'incrédulité.

Un bilan très largement supérieur aux 1165 morts officiels

L'étonnement était moindre dans les milieux critiques de la colonisation, comme chez les communistes. S'ils ne savaient pas plus que les autres qu'une insurrection se préparait, ils s'étaient montrés suffisamment attentifs aux revendications anticoloniales pour

être conscients de leur poids et du risque d'« explosion ». Après le 1^{er} novembre 1954, *l'Humanité* rappelait les événements du printemps 1945, dans le Constantinois. Le 8 mai, jour de la capitulation nazie, des défilés avaient fêté la victoire alliée. Célébrant la liberté, les manifestants algériens se l'étaient réappropriée. Non seulement ils se saisissaient du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais ils appelaient à la libération de Messali

Hadj, qui avait passé toute la guerre emprisonné ou assigné à résidence. La police intervenant contre les drapeaux algériens qu'ils arboraient, ces cortèges furent durement réprimés. Il s'ensuivit, dans une partie du Constantinois, autour de Sétif en particulier, une insurrection paysanne qui fit une centaine de morts. La répression prit des proportions démesurées. À l'armée qui se livra à des exécutions sommaires en masse, s'ajouta, à Guelma, une milice européenne qui liquida des centaines d'hommes connus pour leurs engagements nationalistes.

Comme toujours dans ce cas, le bilan reste difficile à établir mais il est sûrement très largement supérieur aux 1165 morts officiels. On prête au général Duval, commandant de la division de Constantine qui avait conduit la répression, cette phrase prophétique : « *Je vous ai donné la paix pour dix ans.* » Ces massacres et l'ensemble de la répression, arrestations en masse, interrogatoires et sévices, détentions prolongées en prison, condamnations, y compris à la peine capitale, suivies d'exécutions, avaient radicalisé les rangs nationalistes, en particulier les jeunes nouvellement engagés.

Impasse de la voie légale

Les blocages de la voie légale avaient aussi renforcé la conviction des nationalistes qu'il faudrait prendre les armes pour se faire entendre. En 1947, en effet, un nouveau statut de l'Algérie avait été élaboré consacrant l'existence de deux collèges d'électeurs : le premier pour les citoyens de plein droit, c'est-à-dire les Français et une petite minorité

de « Français musulmans » jouissant d'une pleine citoyenneté ; le second pour tous les autres « Français musulmans ». Suivant les scrutins, soit chaque collège élisait le même nombre de représentants, soit le second en élisait moins que le premier. La discrimination touchait en outre les femmes : le droit de vote des « musulmanes » était reporté à une hypothétique décision de l'Assemblée algérienne créée par le statut. Or, en dépit des conditions inéquitables de la représentation des Algériens, les scrutins postérieurs furent truqués, afin de limiter l'élection de nationalistes. Le parti nationaliste alors existant, le PPA (Parti du peuple algérien), présentait des candidats sous couvert de sa vitrine légale, le MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques).

Branche armée

Dans ce contexte, le PPA-MTLD avait décidé de se doter d'une branche armée : l'OS (Organisation spéciale). Mise sur pied fin 1948, elle manquait d'armes et de fonds, raison pour laquelle elle s'était attaquée à la Poste d'Oran, emportant plus de 3 millions de francs. La police française l'avait cependant rapidement démantelée et avait procédé à 363 arrestations, suivies d'une vague de procès en 1951-1952. Messali Hadj, leader du PPA avait été expulsé d'Algérie vers la France cette année-là. L'importance de l'OS réside finalement moins dans ses actions, limitées, que dans sa seule existence. Outre qu'elle avait cautionné le recours à la violence politique, elle avait concrètement préparé des militants à s'y adonner.

Comment fut créé le Front de libération nationale

Le FLN fut ainsi créé par un petit groupe d'activistes décidés à passer à l'action armée. À l'origine de l'organisation, neuf chefs historiques, issus d'un Comité révolutionnaire d'unité et d'action (CRUA) créé au printemps 1954. Parmi eux, sept avaient exercé des responsabilités dans l'OS. Deux d'entre eux l'avaient même dirigée et avaient été inquiétés lors du démantèlement : Hocine Ait Ahmed jugé par contumace, et Ahmed Ben Bella qui, condamné, s'était évadé de prison.

L'heure de l'insurrection

L'heure était désormais au lancement de l'insurrection sous couvert d'une nouvelle organisation. Outre qu'ils étaient depuis longtemps convaincus de la nécessité de passer à la lutte armée, les fondateurs du FLN cherchaient aussi à

ressouder les rangs nationalistes autour de leur initiative. Le pari des fondateurs du FLN était qu'en lançant l'insurrection, ils pousseraient tous les partisans de l'indépendance à les rejoindre. Messali, qui y vit un coup d'État visant son autorité, résista en fondant le MNA (Mouvement national algérien) lequel se développa surtout en France.

L'Armée de libération nationale

En Algérie, les fondateurs du FLN gagnèrent leur pari. Alors que les autorités françaises organisaient un vaste coup de filet contre les militants qu'elles avaient fichés, ceux-ci prirent le maquis, gonflant les rangs de la toute nouvelle ALN (Armée de libération nationale). Puis les maquis et les attentats prirent de l'ampleur en dépit du déploiement de

l'armée française. À l'été 1955, le gouvernement dut étendre à tout le territoire l'état d'urgence qui avait d'abord été déclaré dans les secteurs les plus impliqués, afin de minimiser la portée de l'insurrection. Après les événements du 20 août 1955, la guerre avait atteint un point de non-retour. Ce jour-là, Zighoud Youssef, responsable local de l'ALN, appela les paysans du Nord-Constantinois au soulèvement. Aux massacres qu'ils commirent — faisant une centaine de morts, y compris des Algériens « modérés » — répliqua une répression militaire sans retenue, dont les victimes se comptèrent par milliers. À Philippeville (Skikda), les obsèques de victimes françaises furent suivies de ratonnades au cours desquelles des Français tuèrent sept Algériens.

Radicalisation du mouvement nationaliste

La guerre débuta donc le 1^{er} novembre 1954, date à partir de laquelle s'enclencha un engrenage durable d'affrontements entre partisans et adversaires de l'indépendance de l'Algérie. Inscrit dans un contexte de crise interne du PPA-MTLD, son lancement résulte d'une radicalisation du mouvement nationaliste sous l'effet de la répression coloniale et de l'impasse de la voie légale. Cette conjoncture était connue des Français qui s'intéressaient à l'actualité algérienne, mais elle restait une réalité difficile à admettre. Il est vrai aussi que le déclenchement d'une insurrection n'en était pas pour autant prévisible ; sa pérennité et son succès final ne l'étaient pas plus.

